



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

institut national de recherche en informatique et automatique

Question au Gouvernement n° 3252

Texte de la question

INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE EN INFORMATIQUE ET EN AUTOMATIQUE

Mme la présidente. La parole est à M. François de Mazières, pour le groupe Les Républicains.

M. François de Mazières. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre. Les élus des Yvelines viennent d'apprendre, de manière totalement fortuite, que l'INRIA, l'Institut national de recherche en informatique et en automatique, institut très important spécialisé dans le numérique, allait quitter le site historique de Rocquencourt. Les élus n'ont reçu aucune information officielle.

M. Jacques Myard. Scandaleux !

M. François de Mazières. Le préfet lui-même, quand on l'interroge, dit découvrir l'information.

Monsieur le Premier ministre, vous avez vous-même été député et maire d'une ville où se développait le Genopole. Qu'auriez-vous fait à notre place ? Vous auriez posé une question dans cet hémicycle et demandé s'il y avait encore un pilote pour les affaires gouvernementales.

M. Christian Jacob. Voilà longtemps qu'il n'y en a plus !

M. François de Mazières. En effet, monsieur le Premier ministre, cette affaire a une forte charge symbolique. Tout d'abord, les élus sont méprisés. Comment peut-on imaginer qu'un institut de cette importance, qui emploie près de 400 chercheurs, déménage sans que les élus aient été officiellement informés ? On nous dit d'ailleurs que c'est dans l'air depuis sept ans.

M. Guy Geoffroy. Cela va bientôt être notre faute ! *(Sourires sur les bancs du groupe Les Républicains.)*

M. François de Mazières. Pourtant, aucune information officielle, aucune réunion !

Ensuite, l'autre élément préoccupant, c'est le renoncement à toute la politique de décentralisation.

Si on estime désormais que la recherche ne peut se faire qu'à Paris – en l'occurrence, le déménagement a pour destination le douzième arrondissement –, alors toute votre politique de décentralisation tombe à l'eau.

M. Sylvain Berrios. Très bien !

M. François de Mazières. Enfin, s'agissant de votre grand projet de Paris-Saclay, que vous connaissez bien en tant qu'ancien député de l'Essonne, il tombe également à l'eau si vous avez pour philosophie de ramener tous

les chercheurs au centre de la région, à Paris. Monsieur le Premier ministre, nous vous demandons de reprendre en main ce dossier un peu plus sérieusement. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

Mme la présidente. La parole est à M. le secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche. Monsieur le député, vous semblez découvrir aujourd'hui une décision concernant votre circonscription qui a été votée définitivement voilà six mois et dont le principe a été arrêté il y a un an,...

M. François de Mazières. Et alors ? Aucune information ne nous a été fournie !

M. Thierry Mandon, secrétaire d'État. ...décision qui résulte d'un groupe de travail mis en place il y a deux ans et de discussions continues entre le ministère et l'INRIA depuis 2007.

M. Franck Gilard. Comment peut-il le savoir ?

M. Thierry Mandon, secrétaire d'État. Manifestement, le dialogue que vous alimentez avec cette structure est perfectible. (*Sourires sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

En tous les cas, ce déménagement se justifie pleinement sur le plan scientifique,...

M. François de Mazières. C'est faux !

M. Thierry Mandon, secrétaire d'État. ...puisque l'INRIA est une structure de recherche en informatique et que l'essentiel de son activité scientifique se déroule depuis des années à Paris.

M. François de Mazières. Donc les élus n'existent plus !

M. Thierry Mandon, secrétaire d'État. Participation à trois établissements de la communauté d'universités et d'établissements Sorbonne Universités, partenariats complets et très imbriqués avec l'École normale supérieure, le Collège de France et Mines ParisTech : dans le territoire du numérique, il est normal que l'INRIA cherche à renforcer son implantation.

M. Christian Jacob. Vous avez été meilleur, monsieur Mandon !

M. Thierry Mandon, secrétaire d'État. Ne vous inquiétez pas pour Saclay : 500 chercheurs de l'INRIA y sont implantés. Ne vous inquiétez pas pour Rocquencourt : le siège social de l'INRIA y restera, ce qui représente 130 personnes. Ne vous inquiétez pas non plus pour les salariés de l'INRIA, dont vous ne parlez pas, car dans leur immense majorité ils sont tout à fait d'accord avec ce déménagement et nous avons mis en place les outils qui permettront de régler toutes les difficultés qui se posent.

Réjouissez-vous plutôt que l'organisation de la recherche, en particulier dans le domaine du numérique, soit suffisamment agile et fluide pour s'imbriquer dans les pôles de développement économique, dans les pôles scientifiques et technologiques moteurs et pour donner à la recherche en informatique le lustre qu'elle mérite. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

Données clés

Auteur : [M. François de Mazières](#)

Circonscription : Yvelines (1^{re} circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3252

Rubrique : Informatique

Ministère interrogé : Enseignement supérieur et recherche

Ministère attributaire : Enseignement supérieur et recherche

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [22 octobre 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [22 octobre 2015](#)